



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Grece-A-propos-de-la-reunion-du-Comite-central-de-Syriza-tenue-les-23-et-24-mai>

Grèce : A propos de la réunion du Comité central de Syriza tenue les 23 et 24 mai 2015

- International - Europe -



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Nous publions une brève note de Stathis Kouvelakis, rédigée à l'issue de la session du Comité central de Syriza, les 23 et 24 mai.

44% des voix en faveur du texte de la Plate-Forme de Gauche, qui appelle à la rupture des négociations et à un plan alternatif.

Lors du Comité Central de Syriza, qui s'est terminé le 24 mai, la Plate-Forme de Gauche a présenté une motion qui a obtenu 75 voix contre 95 et un bulletin blanc. Le texte appelle à une rupture avec les prêteurs, en commençant par un défaut sur le paiement de la dette.

Dans le texte adopté par la majorité du Comité Central, quatre conditions pour un compromis acceptable sont indiquées :

- ▶ Faible niveau d'excédents budgétaires primaires,
- ▶ Pas de nouvelles baisses des salaires et retraites
- ▶ Restructuration de la dette
- ▶ Montant significatif d'investissements publics, en particuliers dans les infrastructures et les nouvelles technologies.

A ces conditions, le texte ajoute « la remise en vigueur indispensable des conventions collectives et le relèvement progressif du salaire minimum à 751Euros (son niveau de 2009) » et stipule que « toute modification de la politique fiscale devra promouvoir la justice sociale en alléger les charges des plus défavorisés économiquement et en forçant enfin les plus aisés et les évadés fiscaux à payer ».

Dans son rapport introductif, Alexis Tsipras a adopté un ton ferme, mais a évité toute référence précise à l'état actuel des négociations et à ce qui pourrait être la base d'un possible accord, en se référant seulement aux quatre conditions mentionnées plus haut, ce qui n'éclaircit pas la plupart des points de désaccord.

La réunion a également été marquée par l'intervention de Zoe Kostantopolou, qui a ouvertement soutenu une suspension d'un an du paiement de la dette, sur la base des premières conclusions de la Commission d'Audit de la Dette, attendues dans les tous prochains jours. Elle a également rejeté la nomination, très controversée, de Lambis Tagmatarchis, au poste de nouveau directeur de l'ERT, société publique de télévision reconstituée. Tagmatarchis est, en effet, très lié à l'establishment des medias et a déjà été directeur de l'ERT sous le gouvernement PASOK de George Papandreou.

Texte intégral de la résolution de la Plate forme de gauche

Il est maintenant clair que les « institutions » ne se dirigent pas vers ce que certains appellent un « honorable compromis ». Un « honorable compromis » ne saurait exister au moyen de privatisations et de nouveaux sacrifices

pour les classes populaires, et ne peut certainement pas exister sans que soit mis fin à l'austérité, sans la restructuration de (la plus grande part de) la dette et sans un montant suffisant de liquidités pour revitaliser l'économie.

Les cercles dirigeants de l'Union Européenne, de la BCE et du FMI ont, ces derniers mois, avec constance et brutalité, cherché à étrangler l'économie, à récupérer jusqu'au dernier euro les réserves du pays, et à pousser un gouvernement « isolé » à la soumission totale et à une humiliation exemplaire. Cette tactique des partenaires européens était également à l'oeuvre lors du sommet de Riga. Le gouvernement n'a pas d'autre choix que de procéder à une contre-attaque, avec un plan alternatif, sur la base des engagements pré-électorales de Syriza et de ses annonces programmatiques.

Les mesures suivantes doivent immédiatement être mises en oeuvre :

- ▶ **La nationalisation des banques, accompagnée de toutes les mesures nécessaires pour assurer leurs fonctions selon des critères sociaux, transparents, productifs et environnementaux.**
- ▶ L'établissement d'une légalité démocratique et de la transparence envers les principaux médias, avec un contrôle substantiel de leurs obligations financières.
- ▶ La fin de tout système protégeant l'oligarchie impliquée dans des scandales.
La suspension des privilèges, passes-droits et immunité pour les grands intérêts économiques.
- ▶ La taxation substantielle de la fortune et des grandes propriétés, ainsi que la taxation des propriétaires et hauts dirigeants des grandes sociétés.
- ▶ La remise en oeuvre immédiate et la sauvegarde de la législation du travail et des droits syndicaux.

Le gouvernement doit s'opposer de manière décisive à la propagande des cercles dirigeants qui terrorisent le peuple avec le scénario du désastre qu'entraîneraient la suspension du service de la dette et une éventuelle sortie de l'Eurozone.

Le plus grand désastre que risque d'affronter le pays est l'imposition d'un nouveau Memorandum, sous une forme ou sous une autre, et la mise en oeuvre et l'extension des anciens memorandums. Ce développement doit être évité par tous les moyens et tous les sacrifices nécessaires.

Toute solution alternative, pour une politique progressiste contre les memorandums, doit inclure d'abord, et avant tout, la suspension du service de la dette. Malgré les difficultés que cela entraînerait, elle est préférable à toute autre option, car elle propose au pays de l'espoir et des perspectives. Si les « institutions » continuent avec leur politique de chantage dans les prochains jours, le gouvernement a le devoir d'affirmer clairement dès maintenant qu'il ne « dépouillera » pas le peuple grec en lui volant ses économies, qu'il ne procédera pas au prochain remboursement au FMI et qu'il entend avancer des solutions alternatives pour le pays, aux plans économique, social, politique et stratégique, qui sauvegarderont la mise en oeuvre de son programme.

Athènes, 24 mai 2015

Traduit de l'anglais par Mathieu Dargel.

Source : Source : <https://www.ensemble-fdg.org/content/au-comite-central-de-syriza-la-plate-forme-de-gauche>